

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 5 MAI 2026

Nombre de Conseillers			
Composant le Conseil :	19	Représenté(es) :	0
En exercice :	19	Excusé(es) :	1
Présents :	18	Non excusé(es) :	0

L'AN DEUX MILLE VINGT SIX, LE CINQ MAI A DIX HUIT HEURES, le Conseil Municipal de la Ville des Mathes-La Palmyre s'est assemblé sous la présidence de Madame BASCLE Marie, Maire, à la suite de la convocation qui lui a été adressée le 30 avril 2026 conformément à la procédure prévue par l'article L.2121-11 du Code Général des Collectivités Territoriales.

PRÉSENTS : M. BASCLE, D.FRADIN S. THIRÉ, P.SAENZ, C. AUGUSTIN, D. CHEVALIER, C. LEYRAUD, F.X DEGORCE-DUMAS, K. GAUMERY, L. PICON, A. LAVAUD, B.LARGETEAU, H. LEFEBVRE, K. HARRACA, A.JOUBERT, R. PRUNIER, M. MAZUREK, L. MOUCHET

ABSENTE EXCUSÉE: C. ROCHEREAU

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : C. AUGUSTIN

Délibération N° : 2026_MAI_069

URBANISME

Approbation du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

LE CONSEIL,

Sur la proposition de son Président de séance,

Vu la loi n°2000-1208 relative à la solidarité et au renouvellement urbains du 13 décembre 2000,

Vu la loi n°2003-590 relative à l'urbanisme et à l'habitat du 2 juillet 2003,

Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite loi Grenelle II,

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dit loi ALUR,

Vu la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique,

Vu les ordonnances n°2020-744 et 2020-745 du 17 juin 2020 relatives à la modernisation des SCoT et l'évolution de la hiérarchie des normes applicables aux documents d'urbanisme,

Vu la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets,

Vu la loi n°2023-630 du 20 juillet 2023 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2121-29 ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1 et suivants relatifs à l'évaluation environnementale des plans et programmes, ses articles L.1231-1 à L.123-19 et R.123-1 à R.123-33 relatifs à l'enquête publique ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.101-1 et suivants, L.104-1 et suivants (évaluation environnementale des PLU), L.131-1 et suivants (rapports de compatibilité), L.151-1 et suivants, L.153-1 et suivants, R.153-20 et suivants,

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) révisé de la CARA approuvé le 18 décembre 2024,

Vu la délibération du conseil municipal du 7 février 2023 prescrivant l'élaboration du PLU sur l'ensemble du territoire communal, et en définissant les modalités de concertation,

Vu le débat qui s'est tenu en séance du conseil municipal du 14 novembre 2023 sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables (PADD), conformément aux dispositions de l'article L153-12 du code de l'urbanisme,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 25 juin 2025 arrêtant le bilan de la concertation mise en œuvre pour l'élaboration du PLU,

Vu la délibération du 25 juin 2025 qui arrête le projet de PLU et son dossier annexé,

Vu les avis émis par les personnes publiques consultées sur le projet de PLU arrêté, en vertu notamment des articles L132-7, L132-9 et L153-16 du Code de l'Urbanisme,

Vu l'arrêté municipal n° REG_2025_318 du 7 novembre 2025 de mise à enquête publique du projet de plan local d'urbanisme ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur suite à l'enquête publique organisée du 1^{er} décembre 2025 au 7 janvier 2026,

Vu la note de synthèse détaillant les modifications opérées sur le dossier de PLU faisant suite à la consultation des personnes publiques et à l'enquête publique,

Attendu que cette note de synthèse a été communiquée aux conseillers municipaux le 28 avril 2026,

Attendu que le projet de PLU a été mis à la disposition des conseillers municipaux préalablement à la présente séance, conformément aux dispositions de l'article L.2121-12 du Code général des collectivités territoriales,

Vu le dossier de PLU de la commune de LES MATHES prêt à être approuvé, comprenant :

- un recueil de procédure (pièce 0)
- le rapport de présentation (pièce 1)
- le projet d'aménagement et de développement durables - PADD (pièce 2)
- le règlement écrit (pièce 3)
- le document graphique du règlement (pièce 4)
- le recueil du patrimoine protégé (pièce 5)
- les orientations d'aménagement et de programmation - OAP (pièce 6)
- quinze pièces d'annexes (pièces 7)

Sont rappelées au Conseil Municipal les étapes importantes de l'élaboration du PLU :

- Par délibération du 7 février 2023, le Conseil municipal a prescrit l'élaboration du PLU, reprenant ainsi une démarche engagée précédemment en 2017 et qui devait être relancée, en raison de l'évolution du cadre législatif et réglementaire, notamment avec la Loi ELAN du 23 novembre 2018 et la Loi Climat et Résilience du 22 août 2021, et en raison du renouvellement

des documents-cadre, notamment du SCOT de la CARA, du SRADDET de Nouvelle-Aquitaine, du SDAGE Adour Garonne.

Les objectifs poursuivis au travers de l'élaboration du PLU, tels que définis dans la délibération du 7 février 2023, sont les suivants :

- Protéger les richesses environnementales et paysagères du territoire communal, aux moyens notamment de la traduction locale des dispositions de la Loi Littoral, et de la définition de la Trame Verte et Bleue communale ;
 - Définir une politique d'aménagement raisonnée, notamment en recentrant en priorité le développement au niveau du centre-bourg des Mathes, en maîtrisant l'urbanisation sur les secteurs périphériques ;
 - Permettre un développement, notamment démographique, en rapport avec les capacités d'accueil du territoire, tout en contribuant à soutenir la vie à l'année et à favoriser l'implantation de jeunes ménages en résidence principale ;
 - Permettre la création de logements en veillant au maintien du cadre de vie communal, ainsi qu'à l'intégration architecturale et urbaine des nouvelles constructions ;
 - Conforter et faire évoluer l'offre touristique, tant en matière d'hébergement que de mise en valeur des espaces publics, dans un objectif de développement économique durable ;
 - Soutenir l'activité économique, notamment en pérennisant et si possible renforçant les commerces et services de proximité ;
 - Préserver le potentiel d'activités agricoles et forestières ;
 - Développer et valoriser les atouts "nature" des Mathes - la Palmyre, tant pour les habitants permanents que non permanents ;
 - Prendre en compte les risques naturels, en particulier les risques littoraux et de feu de forêt ;
 - Intégrer les orientations régionales et communautaires d'aménagement du territoire, contenues notamment dans le SRADDET et le SCoT ;
- Le 14 novembre 2023 les orientations générales du PADD ont fait l'objet d'un débat en Conseil Municipal, ces orientations ont été ensuite traduites dans les pièces réglementaires et d'orientations particulières du dossier de PLU, mises au point au cours des années 2024 et 2025.
- Le PADD s'articule autour de sept orientations générales :
- orientation pour la protection des espaces naturels, agricoles et littoraux, et les continuités écologiques ;
 - orientation pour la prise en compte des risques, des facteurs de nuisances et du changement climatique ;
 - orientation pour la préservation du patrimoine paysager et bâti ;
 - orientation pour l'évolution des secteurs urbanisés, la modération des consommations d'espaces et la lutte contre l'étalement urbain ;
 - orientation d'aménagement et de développements démographique et résidentiel ;
 - orientation pour le développement des activités commerciales, pour les activités touristiques et de loisirs ;
 - orientation pour le renforcement des équipements, l'organisation des mobilités, les réseaux d'énergie ;
- Le Conseil municipal a tiré le bilan de la concertation publique et a arrêté le projet de PLU par deux délibérations en date du 25 juin 2025.

- Le dossier de PLU arrêté a été transmis pour consultations aux personnes publiques associées et consultées, notamment : les services de l'État, la CARA, le Département de la Charente-Maritime, La Région Nouvelle-Aquitaine, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, la Chambre d'Agriculture, la Chambre de Commerce et d'Industrie, le Comité Régional Conchylicole, les communes limitrophes, l'Institut national de l'origine et de la qualité, au Centre national de la propriété forestière,
- Il a également été transmis pour avis au Parc Naturel Marin de l'Estuaire de la Gironde et de la Mer des Pertuis, au Syndicat Mixte pour le Développement Durable de l'Estuaire de la Gironde, à la Commission Locale de l'Eau du SAGE Seudre, et à EAU 17,
- Il a été soumis à l'examen de l'Autorité Environnementale régionale (MRAe Nouvelle Aquitaine), de la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) et de la Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF - qui a pour sa part émis un avis favorable tacite).
- Les avis exprimés par ces différentes personnes publiques ont été reçus entre fin juillet 2025 et début novembre 2025. Ces avis et observations ont fait l'objet d'une synthèse et d'un examen par le bureau d'études et le groupe de travail communal, avant versement au dossier d'enquête publique.
- L'enquête publique sur l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme a été organisée du 1^{er} décembre 2025 au 7 janvier 2026. Le commissaire enquêteur a remis le 2 février 2026 son rapport d'enquête et ses conclusions motivées, qui expriment un avis favorable assorti de deux recommandations.
- Conformément à la procédure prévue à l'article L153-21 du Code de l'urbanisme, le contenu du dossier de PLU a fait l'objet de diverses modifications pour prendre en compte les observations des personnes publiques associées, les observations exprimées dans le cadre de l'enquête publique et les conclusions du commissaire enquêteur, qui justifient une évolution du projet précédemment arrêté, sans que soit remise en cause son économie générale.

D É L I B È R E :

Unanimité

ARTICLE 1^{er} : APPROUVE le dossier du Plan Local d'Urbanisme (PLU), tel qu'il est annexé à la présente délibération.

ARTICLE 2 : PRECISE que les modalités de publication de la présente délibération sont, conformément aux articles R.153-20 et R.153-22 du code de l'urbanisme :

- un affichage de la délibération en mairie pendant un mois, étant précisé que mention de cet affichage sera inséré dans un journal diffusé dans le département,
- le versement de la délibération et du PLU approuvé sur le portail national de l'urbanisme,

ARTICLE 3 : PRECISE que la présente délibération accompagnée du dossier de PLU approuvé sera transmise au Préfet au titre du contrôle de légalité.

ARTICLE 4 : AUTORISE Madame le Maire à signer toutes les pièces relatives à ces opérations.

ARTICLE 5 : DIT que le dossier de PLU approuvé sera tenu à disposition du public en mairie aux jours et heures habituels d'ouverture du service Urbanisme,

ARTICLE 6 : PRECISE que conformément à l'article L.153-23 du code de l'urbanisme, la présente délibération deviendra exécutoire à compter de sa transmission au Préfet (au titre du contrôle de légalité) et de l'accomplissement des mesures de publicité susmentionnées.

PUBLIÉ PAR VOIE D’AFFICHAGE
LE 6 MAI 2026

LA SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Céline AUGUSTIN

LE MAIRE DES MATHES-LA PALMYRE

Marie BASCLE

Séance du Conseil Municipal du 5 mai 2026

